

Le Moniteur

Paraissant
Le Lundi et le Jeudi

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE D'HAÏTI

DIRECTEUR GENERAL
Willens Edouard

162ème Année, No. 91

PORT-AU-PRINCE

Lundi 8 Octobre 2007

SOMMAIRE

- Avis autorisant le fonctionnement des Sociétés Anonymes dénommées:
"SOCIÉTÉ HAÏTIENNE DE VALEURS MOBILIÈRES, S.A."
"GIANT SUPERMARKET, S.A."
Actes Constitutifs et Statuts y annexés.
- Extraits du Registre des Marques de Fabrique et de Commerce.

AVIS

Le Ministère du Commerce et de l'Industrie informe le public en général et les intéressés en particulier que, conformément aux Décrets des 28 août 1960, 11 novembre 1968, 10 octobre 1979, 8 mars 1984 et du 2 juin 1995, sont approuvés sous les réserves et dans les limites des lois de la République, l'acte constitutif et les statuts de la Société Anonyme: «SOCIÉTÉ HAÏTIENNE DE VALEURS MOBILIÈRES, S.A.» constatés par acte public le 30 mai 2007, au rapport de M^{re} Jean-Henry CHANT, Notaire à Port-au-Prince.

En conséquence, ladite société au capital social de CENT MILLE GOURDES (Gdes. 100,000) est autorisée à fonctionner sous les conditions prévues au paragraphe précédent.

Port-au-Prince, le 24 juillet 2007.


Maguy DURCÉ
Ministre

Par-devant Maître M^{re} Jean-Henry CHANT, Notaire à Port-au-Prince, identifié au No: 003-000-397-1, 01-01-99-1956-09-00194 patenté au No: 414424 et imposé au No: 703092-A. Soussigné:

A COMPART:

Maître Karl B. COUBA, Avocat du Barreau de Port-au-Prince, respectivement identifié, patenté et imposé aux Nos: 003-060-332-8, 967669-B et 706634 F, propriétaire, demeurant et domicilié en cette ville, présent en l'Etude; agissant comme celui constitué des membres fondateurs de la Société Anonyme dénommée: "SOCIÉTÉ HAÏTIENNE DE VALEURS MOBILIÈRES, S.A.".

Lequel, en sa qualité a, par ses présentes, déposé en l'Etude du Notaire soussigné, pour être mis au rang de ses minutes, ce jour, et, à toutes fins légales, notamment en délivrer toutes expéditions ou tous extraits nécessaires: l'original des statuts de ladite Société

Le Moniteur

Paraissant
Le Lundi et le Jeudi

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE D'HAÏTI

DIRECTEUR GENERAL
Willens Edouard

162ème Année, No. 91

PORT-AU-PRINCE

Lundi 8 Octobre 2007

SOMMAIRE

- Avis autorisant le fonctionnement des Sociétés Anonymes dénommées:
"SOCIÉTÉ HAÏTIENNE DE VALEURS MOBILIÈRES, S.A."
"GIANT SUPERMARKET, S.A."
Actes Constitutifs et Statuts y annexés.
- Extraits du Registre des Marques de Fabrique et de Commerce.

AVIS

Le Ministère du Commerce et de l'Industrie informe le public en général et les intéressés en particulier que, conformément aux Décrets des 28 août 1960, 11 novembre 1968, 10 octobre 1979, 8 mars 1984 et du 2 juin 1995, sont approuvés sous les réserves et dans les limites des lois de la République, l'acte constitutif et les statuts de la Société Anonyme: «SOCIÉTÉ HAÏTIENNE DE VALEURS MOBILIÈRES, S.A.» constatés par acte public le 30 mai 2007, au rapport de M^{re} Jean-Henry CHANT, Notaire à Port-au-Prince.

En conséquence, ladite société au capital social de CENT MILLE GOURDES (Gdes. 100,000) est autorisée à fonctionner sous les conditions prévues au paragraphe précédent.

Port-au-Prince, le 24 juillet 2007.


Maguy DURCÉ
Ministre

Par-devant Maître M^{re} Jean-Henry CHANT, Notaire à Port-au-Prince, identifié au No: 003-000-397-1, 01-01-99-1956-09-00194 patenté au No: 414424 et imposé au No: 703092-A. Soussigné:

A COMPART:

Maître Karl B. COUBA, Avocat du Barreau de Port-au-Prince, respectivement identifié, patenté et imposé aux Nos: 003-060-332-8, 967669-B et 706634 F, propriétaire, demeurant et domicilié en cette ville, présent en l'Etude; agissant comme celui constitué des membres fondateurs de la Société Anonyme dénommée: "SOCIÉTÉ HAÏTIENNE DE VALEURS MOBILIÈRES, S.A.".

Lequel, en tant qu'il a, par ses présentes, déposé en l'Etude du Notaire soussigné, pour être mis au rang de ses minutes, ce jour, et, à toutes fins légales, notamment en délivrer toutes expéditions ou tous extraits nécessaires: l'original des statuts de ladite Société

Anonyme, dactylographiés au recto de six (6) feuilles de papier blanc ordinaire, comportant quarante-quatre (44) articles, et datés de Port-au-Prince du trente mai deux mille sept et au bas desquels sont apposées les signatures manuscrites, identifiées par le comparant es qualités comme étant celles des membres fondateurs, savoir: Oswald BRANDT II, Junior, Jean Marie YORBL, Roger LEPEVRE, Karl COUBA, William SAVARY.

Lesdits statuts seront enregistrés ensemble la minute des présentes pour y demeurer annexes.

DONT ACTE:

Fait et passé à Port-au-Prince, en l'Etude et en tant que ce jour le vingt juin deux mille sept.

Et, après lecture, requis de signer, le comparant es qualités l'a fait avec le Notaire.

Ainsi signé en pareil endroit de la minute (S): Me. Karl B. COUBA et Me. Jean Henry CEANT, Notaire, dépositaire de la minute au bas de laquelle est écrit:

Enregistré à Port-au-Prince, le vingt sept juin Deux Mille Sept, au Folio... Case... du Registre... Not... des Actes Civils; Perçu Droit Fixe: Gdes. Droit Proportionnel: Gdes. Visa Timbre: Gdes.

Le Directeur Général de l'Enregistrement (S): Jean Luvien SAINT-LOUIS.

Collationnée

Me. Jean Henry CEANT
Notaire Public

SUIT LA TENUEUR DE L'ANNEXE

STATUTS DE LA SOCIÉTÉ ANONYME DÉNOMMÉE: "SOCIÉTÉ HAÏTIENNE DE VALEURS MOBILIÈRES, S.A."

CHAPITRE I FORMATION - DÉNOMINATION - SIEGE SOCIAL OBJET - DURÉE

Article 1.- FORMATION. Il est formé entre les personnes qui seront propriétaires des actions et après créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement en cas d'augmentation de capital une Société Anonyme qui sera régie par les lois en vigueur, celles qui pourront être promulguées durant la vie sociale et par les présents statuts.

Article 2.- DENOMINATION. La Société prend la dénomination de "SOCIÉTÉ HAÏTIENNE DE VALEURS MOBILIÈRES, S.A."

Article 3.- SIEGE SOCIAL. Le siège social et le principal établissement de la société sont fixés à Port-au-Prince. Ceux-ci pourront être transférés en cas de besoin, à n'importe quel point géographique de la République. La société pourra établir, faire fonctionner des succursales et des bureaux, dans n'importe quel endroit de la République ou de l'Etranger sur décision du Conseil d'Administration.

Article 4.- OBJET. La Société a pour objet principal de:

- Développer un marché financier moderne, structuré et transparent en Haïti;
- Fournir au secteur commercial et industriel une gamme variée de produits financiers capable de satisfaire ses besoins;
- Créer et structurer un marché boursier;
- Implanter un réseau de points de vente d'instruments financiers (titres, actions ordinaires, actions privilégiées, obligations, bons commerciaux, bons du trésor du Gouvernement, bons des autorités monétaires et financières etc.) reliés au secteur de la consommation en même temps qu'aux secteurs commercial et industriel ainsi qu'au secteur public;
- Contribuer au développement de marché primaire et secondaire;
- Rendre possible et dynamiser les interactions de l'offre et de la demande de la richesse dans le respect le plus strict des règles modernes internationales; généralement acceptées de transparence et de prudence;
- Fournir tant au secteur privé qu'au secteur public les prestations appropriées de privatisation et de désétatisation;
- Fournir l'expertise de montage financier aux entreprises locales leur permettant de faire appel à l'épargne nationale et d'élargir leur actionariat toujours dans le respect des critères et des conditions internationalement acceptées;
- Encourager en Haïti le recours à l'actionariat et à la formation de sociétés par actions pour la création et le financement d'entreprises;
- Travailler en vue de développer tant avec les agents du secteur privé que du secteur public l'établissement d'une réglementation appropriée devant assurer la bonne marche d'un marché boursier en Haïti.

Elle pourra en outre entreprendre, créer, financer, exécuter toutes autres opérations commerciales financières ou industrielles, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus et à tous autres similaires ou annexes.

LE PRÉSIDENT

Article 20.- Le Président représente la société dans tous les actes de la vie civile et exerce les pouvoirs que le Conseil d'Administration peut lui déléguer. Il ordonne les dépenses. Il peut, pour un acte précis, déléguer ses pouvoirs à un autre membre du Bureau Exécutif ou du Conseil d'Administration.

En cas d'action en justice, le Président ne peut être représenté que par un mandataire agissant en vertu d'une procuration spéciale par lui donnée à cette fin.

Il ne peut transiger qu'avec l'autorisation du Conseil d'Administration.

Il convoque les Assemblées Générales et les réunions du Conseil d'Administration.

Il procède à la nomination des employés de la société après discussion et opinion favorable des autres membres du Conseil.

LE VICE-PRÉSIDENT

Article 21.- Le Vice-Président remplace le Président en cas d'absence, d'indisponibilité, d'une quelconque défaillance, de démission ou de décès. Dans ce cas il dispose des mêmes pouvoirs que le Président. Le Vice-Président Affaires Légales gère les affaires légales de la société.

LE TRÉSORIER

Article 22.- Le Trésorier est chargé de tout ce qui concerne la gestion du patrimoine de la société; il gère les ressources financières de la société sous le contrôle du Président et conformément aux décisions prises par le Conseil d'Administration. Il établit un budget et un rapport financier qu'il présente avec les comptes annuels lors de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle. Plus spécifiquement, le Trésorier:

A) prend en charge la gestion de la société en l'absence du Président et des Vice-Présidents jusqu'à ce que l'un d'entre eux devienne disponible;

B) conseille le Président et le Conseil d'Administration sur les affaires financières de la société;

C) conseille sur la manière la plus productive et efficiente d'utiliser les fonds de la société et s'assure de la bonne tenue des comptes de la société;

D) est responsable des rapports et états financiers de la société;

E) soumet pour approbation au Conseil d'Administration un budget de revenus et de dépenses;

F) prépare et présente au Conseil et à l'Assemblée les états financiers complets; et un rapport sur l'état de l'actif net de la société;

G) s'assure de la réalisation d'un audit annuel de la société par une firme comptable certifiée, désignée et choisie par le Conseil.

Néanmoins il peut déléguer partie ou la totalité des pouvoirs ci-dessus énumérés à une tierce personne, membre du Bureau Exécutif.

LE SECRÉTAIRE

Article 23.- Le Secrétaire est chargé de tout ce qui concerne la correspondance et les archives. Il assure la rédaction et le suivi des procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale et l'expédition ou l'envoi des convocations ou invitations aux actionnaires de la société pour lesdites réunions. Il est le garde des sceaux de la société et appose les sceaux de la société, avec l'autorisation du Président, sur tout document ou contrats de la société. Il signe tous les certificats de membres et exerce tous autres pouvoirs qui lui sont conférés par le conseil.

Il assure la bonne marche administrative et logistique du conseil et des entités qui pourront être créés.

LES CONSEILLERS

Article 24.- Les conseillers sont choisis en fonction des besoins de la société. Il peut leur être confié toutes autres tâches ou responsabilités fixées par le Président en accordance avec le Conseil d'Administration.

RÔLE ET FONCTION DU CONSEIL

Article 25.- Le Conseil d'Administration se réunit toutes les fois que la besogne se fait sentir sur convocation du Président ou à défaut du secrétaire soit au siège social ou tout autre endroit indiqué dans l'avis de convocation.

L'avis de convocation doit porter l'ordre du jour de la réunion et être notifié aux autres membres du Conseil d'Administration, avec un délai de trois (3) jours francs, avant la tenue de celle-ci et signé du Secrétaire de la Société.

Le Conseil d'Administration a la direction de la société. Il jouit des pouvoirs les plus étendus pour agir dans l'intérêt et au nom de la société et faire ou autoriser tous actes et opérations relatifs à son objet ou se rapportant directement à celui-ci. Il a notamment les pouvoirs suivants dont l'énumération n'est pas limitative.

Anonyme, dactylographiés au recto de six (6) feuilles de papier blanc ordinaire, comportant quarante-quatre (44) articles, et datés de Port-au-Prince du trente mai deux mille sept et au bas desquels sont apposées les signatures manuscrites, identifiées par le comparant es qualités comme étant celles des membres fondateurs, savoir: Oswald BRANDT II, Junior, Jean Marie YORBL, Roger LEPEVRE, Karl COUBA, William SAVARY.

Lesdits statuts seront enregistrés ensemble la minute des présentes pour y demeurer annexes.

DONT ACTE:

Fait et passé à Port-au-Prince, en l'Etude et en tant que ce jour le vingt juin deux mille sept.

Et, après lecture, requis de signer, le comparant es qualités l'a fait avec le Notaire.

Ainsi signé en pareil endroit de la minute (S): Me. Karl B. COUBA et Me. Jean Henry CEANT, Notaire, dépositaire de la minute au bas de laquelle est écrit:

Enregistré à Port-au-Prince, le vingt sept juin Deux Mille Sept, au Folio... Case... du Registre... Not... des Actes Civils; Perçu Droit Fixe: Gdes. Droit Proportionnel: Gdes. Visa Timbre: Gdes.

Le Directeur Général de l'Enregistrement (S): Jean Luvien SAINT-LOUIS.

Collationnée

Me. Jean Henry CEANT
Notaire Public

SUIT LA TENUEUR DE L'ANNEXE

STATUTS DE LA SOCIÉTÉ ANONYME DÉNOMMÉE: "SOCIÉTÉ HAÏTIENNE DE VALEURS MOBILIÈRES, S.A."

CHAPITRE I FORMATION - DÉNOMINATION - SIEGE SOCIAL OBJET - DURÉE

Article 1.- FORMATION. Il est formé entre les personnes qui seront propriétaires des actions et après créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement en cas d'augmentation de capital une Société Anonyme qui sera régie par les lois en vigueur, celles qui pourront être promulguées durant la vie sociale et par les présents statuts.

Article 2.- DENOMINATION. La Société prend la dénomination de "SOCIÉTÉ HAÏTIENNE DE VALEURS MOBILIÈRES, S.A."

Article 3.- SIEGE SOCIAL. Le siège social et le principal établissement de la société sont fixés à Port-au-Prince. Ceux-ci pourront être transférés en cas de besoin, à n'importe quel point géographique de la République. La société pourra établir, faire fonctionner des succursales et des bureaux, dans n'importe quel endroit de la République ou de l'Etranger sur décision du Conseil d'Administration.

Article 4.- OBJET. La Société a pour objet principal de:

- Développer un marché financier moderne, structuré et transparent en Haïti;
- Fournir au secteur commercial et industriel une gamme variée de produits financiers capable de satisfaire ses besoins;
- Créer et structurer un marché boursier;
- Implanter un réseau de points de vente d'instruments financiers (titres, actions ordinaires, actions privilégiées, obligations, bons commerciaux, bons du trésor du Gouvernement, bons des autorités monétaires et financières etc.) reliés au secteur de la consommation en même temps qu'aux secteurs commercial et industriel ainsi qu'au secteur public;
- Contribuer au développement de marché primaire et secondaire;
- Rendre possible et dynamiser les interactions de l'offre et de la demande de la richesse dans le respect le plus strict des règles modernes internationales; généralement acceptées de transparence et de prudence;
- Fournir tant au secteur privé qu'au secteur public les prestations appropriées de privatisation et de désétatisation;
- Fournir l'expertise de montage financier aux entreprises locales leur permettant de faire appel à l'épargne nationale et d'élargir leur actionariat toujours dans le respect des critères et des conditions internationalement acceptées;
- Encourager en Haïti le recours à l'actionariat et à la formation de sociétés par actions pour la création et le financement d'entreprises;
- Travailler en vue de développer tant avec les agents du secteur privé que du secteur public l'établissement d'une réglementation appropriée devant assurer la bonne marche d'un marché boursier en Haïti.

Elle pourra en outre entreprendre, créer, financer, exécuter toutes autres opérations commerciales financières ou industrielles, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus et à tous autres similaires ou annexes.

- Créer et structurer un marché boursier;
- Implanter un réseau de points de vente d'instruments financiers (titres, actions ordinaires, actions privilégiées, obligations, bons commerciaux, bons du trésor du Gouvernement, bons des autorités monétaires et financières etc.) reliés au secteur de la consommation en même temps qu'aux secteurs commercial et industriel ainsi qu'au secteur public;
- Contribuer au développement de marché primaire et secondaire;
- Rendre possible et dynamiser les interactions de l'offre et de la demande de la richesse dans le respect le plus strict des règles modernes internationales, généralement acceptées de transparence et de prudence;
- Fournir tant au secteur privé qu'au secteur public les prestations appropriées de privatisation et de désatatisation;
- Fournir l'expertise de montage financier aux entreprises locales leur permettant de faire appel à l'épargne nationale et d'élargir leur actionariat toujours dans le respect des critères et des conditions internationalement acceptées;
- Encourager en Haïti le recours à l'actionariat et à la formation de sociétés par actions pour la création et le financement d'entreprises;
- Travailler en vue de développer tant avec les agents du secteur privé que du secteur public l'établissement d'une réglementation appropriée devant assurer la bonne marche d'un marché boursier en Haïti.

Elle pourra en outre entreprendre, créer, financer, exécuter toutes autres opérations commerciales, financières ou industrielles, mobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus et à tous autres similaires ou annexes.

Article 5.- La durée de la société est illimitée.

Article 6.- Le capital social est de cent mille gourdes (Gdes 100.000.00) divisé en mille (1000) actions de cent gourdes (Gdes 100.00) chacune.

Article 7.- La forme des actions est ainsi déterminée:

Les actions sont nominatives. Elles se présenteront sous forme de certificats d'actions qui seront tirés d'un registre à souches, revêtus d'un numéro d'ordre et signé par le Président-Directeur Général conjointement avec le Trésorier ou le Secrétaire ou leur délégué. Les signatures seront manuscrites.

Article 8.- Les actions sont indivisibles à l'égard de la société. En conséquence, tous les copropriétaires indivis à n'importe quel titre, savoir: héritiers et ayants cause d'un actionnaire décédé ou insolvables et nus-proprétaires sont tenus de se faire représenter auprès de la société par une seule et même personne.

Article 9.- Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre en quelques mains qu'il passe. La cession ou le transfert ne comprend pas les dividendes échus et non payés.

Article 10.- Les héritiers, ayants cause ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent en aucun cas requérir l'apposition des scellés sur les biens, documents ou valeurs quelconques de la société, en demander le partage ou la licitation, s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'Assemblée Générale des Actionnaires.

Article 11.- La société est administrée par un Conseil d'Administration composé de cinq (5) membres au moins et de neuf (9) membres au plus; chaque membre du Conseil d'Administration devra posséder au moins dix actions de la société pendant toute la durée de sa fonction.

Article 12.- Le Conseil d'Administration est composé de:

- Un (1) Président,
- Deux (2) Vice-Présidents, un Vice-Président Exécutif, un Vice-Président Affaires Légales,
- Un (1) Trésorier,
- Un (1) Secrétaire.

Article 13.- La présence de la majorité absolue des membres du Conseil d'Administration est requise pour la validité des délibérations.

Article 14.- Il est créé au sein du Conseil d'Administration un Bureau Exécutif.

Article 15.- L'Assemblée Générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires.

Article 16.- L'année fiscale de la société commence le premier octobre pour finir le trente septembre de l'année suivante.

Exceptionnellement la première année fiscale sera constituée par le temps qui s'écoulera entre la date de

Anonyme, dactylographiés au recto de six (6) feuilles de papier blanc ordinaire, comportant quarante-quatre (44) articles, et datés de Port-au-Prince du trente mai deux mille sept et au bas desquels sont apposées les signatures manuscrites, identifiées par le comparant es qualités comme étant celles des membres fondateurs, savoir: Oswald BRANDT II, Junior, Jean Marie YORBL, Roger LEPEVRE, Karl COUBA, William SAVARY.

Lesdits statuts seront enregistrés ensemble la minute des présentes pour y demeurer annexes.

DONT ACTE:

Fait et passé à Port-au-Prince, en l'Etude et en tant que ce jour le vingt juin deux mille sept.

Et, après lecture, requis de signer, le comparant es qualités l'a fait avec le Notaire.

Ainsi signé en pareil endroit de la minute (S): Me. Karl B. COUBA et Me. Jean Henry CEANT, Notaire, dépositaire de la minute au bas de laquelle est écrit:

Enregistré à Port-au-Prince, le vingt sept juin Deux Mille Sept, au Folio... Case... du Registre... Not... des Actes Civils; Perçu Droit Fixe: Gdes. Droit Proportionnel: Gdes. Visa Timbre: Gdes.

Le Directeur Général de l'Enregistrement (S): Jean Luvien SAINT-LOUIS.

Collationnée

Me. Jean Henry CEANT
Notaire Public

SUIT LA TENUEUR DE L'ANNEXE

STATUTS DE LA SOCIÉTÉ ANONYME DÉNOMMÉE: "SOCIÉTÉ HAÏTIENNE DE VALEURS MOBILIÈRES, S.A."

CHAPITRE I FORMATION - DÉNOMINATION - SIEGE SOCIAL OBJET - DURÉE

Article 1.- FORMATION. Il est formé entre les personnes qui seront propriétaires des actions et après créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement en cas d'augmentation de capital une Société Anonyme qui sera régie par les lois en vigueur, celles qui pourront être promulguées durant la vie sociale et par les présents statuts.

Article 2.- DENOMINATION. La Société prend la dénomination de "SOCIÉTÉ HAÏTIENNE DE VALEURS MOBILIÈRES, S.A."

Article 3.- SIEGE SOCIAL. Le siège social et le principal établissement de la société sont fixés à Port-au-Prince. Ceux-ci pourront être transférés en cas de besoin, à n'importe quel point géographique de la République. La société pourra établir, faire fonctionner des succursales et des bureaux, dans n'importe quel endroit de la République ou de l'Etranger sur décision du Conseil d'Administration.

Article 4.- OBJET. La Société a pour objet principal de:

- Développer un marché financier moderne, structuré et transparent en Haïti;
- Fournir au secteur commercial et industriel une gamme variée de produits financiers capable de satisfaire ses besoins;
- Créer et structurer un marché boursier;
- Implanter un réseau de points de vente d'instruments financiers (titres, actions ordinaires, actions privilégiées, obligations, bons commerciaux, bons du trésor du Gouvernement, bons des autorités monétaires et financières etc.) reliés au secteur de la consommation en même temps qu'aux secteurs commercial et industriel ainsi qu'au secteur public;
- Contribuer au développement de marché primaire et secondaire;
- Rendre possible et dynamiser les interactions de l'offre et de la demande de la richesse dans le respect le plus strict des règles modernes internationales; généralement acceptées de transparence et de prudence;
- Fournir tant au secteur privé qu'au secteur public les prestations appropriées de privatisation et de désétatisation;
- Fournir l'expertise de montage financier aux entreprises locales leur permettant de faire appel à l'épargne nationale et d'élargir leur actionariat toujours dans le respect des critères et des conditions internationalement acceptées;
- Encourager en Haïti le recours à l'actionariat et à la formation de sociétés par actions pour la création et le financement d'entreprises;
- Travailler en vue de développer tant avec les agents du secteur privé que du secteur public l'établissement d'une réglementation appropriée devant assurer la bonne marche d'un marché boursier en Haïti.

Elle pourra en outre entreprendre, créer, financer, exécuter toutes autres opérations commerciales financières ou industrielles, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus et à tous autres similaires ou annexes.

La société pour réaliser son objet achètera, louera, donnera à page, prendra à bail, affermira toute propriété mobilière et/ou immobilière adéquate à la réalisation de son objet; elle pourra de plus prendre tous intérêts ou participations dans d'autres entreprises se rapportant audit objet et à tous autres par la création de sociétés nouvelles au moyen d'apport, de contrat de souscription et d'achat d'obligations et autres titres. Cette énumération n'est pas limitative et ne restreint point le champ d'activités de la société.

Elle établira aussi, par voie d'un contrat d'adhésion, des règles de participation à ses activités que tous actionnaires, acheteurs, vendeurs ou toute personne généralement quelconque engagée dans une opération de valeur mobilière devra respecter sous peine des sanctions prévues audit contrat.

Article 5.- DUREE La durée de la Société est illimitée sauf les cas de dissolution prévus par la loi ou les décisions de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

CHAPITRE II CAPITAL SOCIAL

Article 6.- Le capital social est de cent mille goudes (Gdes. 100.000.00) divisé en mille (1000) actions de cent goudes (Gdes. 100) chacune.

En dépit de la valeur nominale sus indiquée, l'action sera vendue au prix déterminé par le Conseil d'Administration pour le produit en être crédité au compte capital de la société et en faire partie au même titre que le produit de la valeur nominale. La moitié au moins de ce capital devra être souscrite et le quart libéré au moment de la formation de la société.

Le Conseil d'Administration décidera des proportions dans lesquelles seront créées les différents types d'actions. Il fixera également leur prix de vente ainsi que les modalités de leur souscription et de leur libération.

Article 7.- Le montant du capital pourra être augmenté en une ou plusieurs fois et à tous moments, selon les besoins de la société et les dispositions des articles 35 bis, 41, 43 et 49 du Code de Commerce Haïtien et les Lois ou Décrets régissant la matière suivant les clauses et conditions décidées par l'Assemblée Générale Extraordinaire sous réserve que le Capital original soit souscrit et libéré intégralement par tous autres moyens autorisés par la loi.

Dans ce cas, les actions sont libérées soit en numéraire soit en nature conformément aux dispositions de lois régissant la matière soit sous forme d'échange avec

d'autres valeurs mobilières, soit en compensation avec les créances liquides et exigibles de la société, soit par incorporation de réserves disponibles, bénéfices non répartis ou prime d'émission, soit par conversion d'obligation, le tout en vertu d'une décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires laquelle donnera tout pouvoir au Conseil d'Administration à l'effet de définir les modalités et conditions de cette augmentation et de la réaliser.

Par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire il pourra être créé des obligations, des actions privilégiées, des obligations convertibles en actions ou tous autres produits financiers. Cette assemblée donnera tout pouvoir au Conseil d'Administration à l'effet de définir les modalités et conditions des émissions et de réaliser ledites opérations.

L'Assemblée Générale Extraordinaire peut décider de la réduction du capital social dans l'intérêt de la société, de quelque manière que ce soit, notamment par voie de rachat d'actions ou de réduction de leur valeur nominale.

Les appels de fonds seront portés à la connaissance des actionnaires par publication dans un journal à grand tirage s'établissant à la Capitale ou par courrier électronique.

ACTIONS

Article 8.- Les actions souscrites peuvent être libérées soit en espèces soit en titres négociables, soit en nature dans les conditions prévues par la loi. Elles sont payables à la souscription. Cependant le Conseil d'Administration pourra autoriser dans certains cas et pour des motifs bien précis leur libération en un ou plusieurs versements dans les conditions prévues par la loi soit au siège social, soit en tout autre endroit désigné par délibération du Conseil d'Administration.

Elles sont payables à la souscription. Cependant le Conseil d'Administration pourra autoriser dans certains cas et pour motifs bien précis leur libération en un ou plusieurs versements dans les conditions prévues par la loi.

Article 9.- La forme des actions est aussi déterminée:

Les actions sont nominatives. Elles se présenteront sous forme de Certificats d'actions qui seront tirés d'un registre à souches, revêtus d'un numéro d'ordre et signés par le Président, Directeur Général conjointement avec le Trésorier ou le Secrétaire ou leur délégué. Les signatures seront manuscrites.

Article 10.- Il est formellement interdit d'offrir à des tiers, pour quelque cause que ce soit les actions de la société

en garantie de créance, quel qu'en soit la nature, mention de cette interdiction en sera faite sur les certificats d'actions.

Article 11.- Les actions sont indivisibles à l'égard de la société. En conséquence, tous les copropriétaires indivis à n'importe quel titre, savoir: héritiers et ayants cause d'un actionnaire décédé ou usufruitiers et nus-propriétaires sont tenus de se faire représenter auprès de la société par une seule et même personne.

Article 12.- La propriété d'une action quelle qu'en soit la nature emporte de plein droit adhésion aux présents statuts, aux décisions du conseil d'administration et de toute Assemblée Générale des actionnaires.

Article 13.- Les actionnaires ne sont responsables du passif social que jusqu'à concurrence du montant des actions souscrites. Ils ne pourront être appelés à faire aucun autre paiement et ne peuvent être soumis à aucune restitution de dividendes régulièrement perçus.

CESSION ET TRANSFERT

Article 14.- Sous les réserves exprimées à l'article 12 ci-après les actions émises sont librement négociables; celles entièrement libérées seront seules admises au transfert ou à la cession. La transmission des actions s'opère à l'égard des tiers et de la société par une simple déclaration de transfert signée du cédant ou de son mandataire et dont copie est transmise au Conseil d'Administration.

La transmission des actions est constatée par l'inscription qui en est portée dans un registre spécial de la société tenu à cette fin.

Article 15.- Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre en quelques mains qu'il passe. La cession ou le transfert ne comprend pas les dividendes échus et non payés.

Article 16.- Les héritiers, ayants cause ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent en aucun cas: requérir l'apposition des scellés sur les biens, documents ou valeurs quelconques de la société, en demander le partage ou la licitation, s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'Assemblée Générale des Actionnaires.

Article 17.- En cas de perte ou de vol d'un ou plusieurs certificats d'action, des duplicata du ou desdits certificats

seront délivrés par la société aux propriétaires dans un délai de soixante (60) jours à compter du jour de la notification de la perte ou du vol à la société et à la suite d'une double publication à intervalle de trente (30) jours dans un quotidien à grand tirage s'établissant au lieu du siège social informant de la perte et de l'annulation du ou des titres dont il s'agit.

Tous frais courants seront à la charge de l'actionnaire et seront payables avant l'émission du nouveau certificat.

CHAPITRE III ADMINISTRATION ET DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ CONSEIL D'ADMINISTRATION

Article 18.- La société est administrée par un Conseil d'Administration composé de cinq (5) membres au moins et de neuf (9) membres au plus, chaque membre du Conseil d'Administration devra posséder au moins dix actions de la société pendant toute la durée de sa fonction.

Ces actions seront déposées, dans la caisse sociale en garantie de tous les actes de leur gestion et de leur administration. Elles sont incessibles et ne peuvent être vendues ou données en gage durant le mandat du membre.

Peuvent faire partie du Conseil d'Administration: les représentants d'une ou de plusieurs sociétés.

Tout membre du Conseil d'Administration pourra donner mandat écrit à un autre membre du Conseil pour le représenter, ce dernier ne pourra en représenter qu'un seul.

En cas, de décès, d'absence, d'incapacité quelconque, de démission d'un membre du Conseil d'Administration, celui-ci pourvoira au remplacement de ce membre, jusqu'à la réunion statutaire de l'Assemblée Générale.

Sur proposition du Conseil d'Administration, dans les limites fixées au premier alinéa du présent article et par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, le nombre des administrateurs pourra être augmenté suivant les besoins de la société.

Les membres du Conseil sont élus pour une année à la majorité absolue des membres. Ils sont rééligibles.

Article 19.- Le Conseil d'Administration est composé de:

- Un (1) Président,
- Deux (2) Vice-Présidents, un Vice-Président Exécutif, un Vice-Président Affaires Légales,
- Un (1) Trésorier,
- Un (1) Secrétaire.

Il gère et administre les biens, meubles ou immeubles de la société.

Il décide de toutes constructions nouvelles ou travaux quelconques à entreprendre.

Il consent ou résilie tous baux et locations avec ou sans promesse de vente.

Il procède à toutes acquisitions, échanges et aliénations de biens meubles ou immeubles.

Il confère toutes hypothèques, tous gages et nantissements, toutes délégations, antichrèse et autres garanties mobilières et immobilières.

Il peut transiger, compromettre et donner tout désistement et mainlevée de privilèges, hypothèques, actions, résolutions et autres droits de toutes natures, recevoir des donations gratuites ou à charges et prendre en toutes circonstances toutes décisions susceptibles de contribuer à la bonne marche de la société.

Il contracte tout emprunt. Toute opération d'emprunt donnera lieu, obligatoirement à une reddition de compte détaillée lors de la première Assemblée Générale des actionnaires suivant ladite opération.

Il propose toute modification aux statuts, toute augmentation du capital, convoque aux Assemblées Générales, présente le rapport annuel et le bilan à l'Assemblée Générale des Actionnaires, propose la répartition des dividendes et fixe le pourcentage des bénéfices qui doivent être affectés aux réserves suivant le vœu de la loi et des statuts.

Il nomme, révoque et contrôle tous agents, employés et dirigeants de la société. Il arrête leur rémunération et leurs avantages sociaux. Avec l'assentiment du Conseil d'Administration il modifie l'organisation de la Société s'il y a lieu.

Il autorise les Président, Vice-Président, Secrétaire, Trésorier, Membres du Conseil ou tous autres délégués à signer en son nom les contrats ou accord avec les tiers.

Il autorise tel administrateur ou dirigeant ayant pouvoir d'émettre des chèques ou des effets de commerce, de signer toutes pièces comptables, de recevoir tout paiement pour le compte de la société et délivrer toute quittance.

Il approuve les budgets, plans stratégiques et plans d'affaires de la société.

Il veille à la stricte conformité des opérations de la société aux lois en vigueur.

Il forme des comités permanents ou ad hoc pour examiner ou gérer toute question rendant pareille décision nécessaire.

Le Conseil d'Administration peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres ou à une ou plusieurs personnes même étrangères à la société.

Article 26.- La présence de la majorité absolue des membres du Conseil d'Administration est requise pour la validité des délibérations. Si cette majorité précitée n'est pas atteinte, une nouvelle convocation est nécessaire à l'initiative du Président du Conseil, le Secrétaire ou toute personne autorisée avec un nouveau délai pour deux (2) jours, après quoi toute décision prise sera valide.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. Chaque membre du Conseil ne dispose que d'une voix. En cas de partage des voix, celle du Président du Conseil est prépondérante.

Les délibérations et résolutions du Conseil d'Administration sont consignées dans un procès-verbal et signé par tous les membres présents à la réunion.

Les copies des procès-verbaux doivent être communiquées à tout membre du Conseil d'Administration qui en ferait la demande.

Les copies ou extraits des procès-verbaux de réunion du Conseil d'Administration à produire en justice ou ailleurs sont certifiés par le Secrétaire, gardien des archives.

Article 27.- Le Président-Directeur Général, Président du Conseil d'Administration de la société, a en cette qualité la gestion des Affaires Sociales et doit exécuter les décisions du Conseil d'Administration. Il représente la société en justice et agit pour elle tant en demandant qu'en défendant. Il peut intercaler appel et se pourvoir en Cassation.

Il représente également la société vis-à-vis de toute personne ou de toute autre administration.

Article 28.- Les chèques ou effets de commerce comporteront au moins deux signatures obligatoires de membres ou employés de la société désignés et autorisés par le Conseil d'Administration.

CHAPITRE IV BUREAU EXECUTIF

Article 29.- Il est créé au sein du Conseil d'Administration un Bureau Exécutif. Ce Bureau Exécutif est composé de cinq membres désignés par le Conseil d'Administration sur proposition du Président. Ils sont tous issus du Conseil d'Administration. A sa tête est nommé un Directeur Exécutif.

La nomination de ce dernier est faite par le Conseil d'Administration. Il relève du Président-Directeur Général. La durée de son mandat est indéfinie, à moins que son renouvellement soit demandé par un vote majoritaire des membres du conseil. Il jouit de l'autorité et des responsabilités inhérentes à son poste de Directeur Général de la société. Il peut remplir d'autres rôles et jouir d'autres responsabilités fixées par le Conseil d'Administration.

Le Président de la société peut sur décision du Conseil d'Administration cumuler deux ou plusieurs fonctions.

Article 30.- Le Président du Conseil peut renvoyer le Bureau Exécutif toutes les fois que besoin se fait sentir soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqués.

L'avis de convocation doit porter l'ordre du jour de la réunion et être notifié aux autres membres du Conseil d'Administration, avec un délai de trois (3) jours francs, avant la tenue de celle-ci, et signé du secrétaire de la société.

Article 31.- Le Bureau Exécutif participe à la direction de la société sous l'autorité et la supervision du Conseil d'Administration. Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. Chaque membre dispose d'une voix.

CHAPITRE V ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Article 32.- L'Assemblée Générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires. L'Assemblée Générale est régulièrement formée quand les actionnaires présents ou représentés constituent au moins cinquante et un pour cent (51%) du capital libéré; si l'Assemblée Générale ne réunit pas ce nombre à la première convocation, il est procédé à une nouvelle convocation. Cette fois, l'Assemblée Générale est régulièrement constituée quel que soit le nombre d'actionnaires, présents ou représentés.

Les actionnaires seront convoqués par avis publié dans un quotidien à grand tirage de la Capitale quinze jours au moins avant la date fixée pour la réunion ou par courrier électronique.

Elle se réunit de droit chaque année dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice sur convocation du Conseil d'Administration.

L'Assemblée Générale est présidée par le Président du Conseil. Le Secrétaire du Conseil est d'office Secrétaire de l'Assemblée.

Article 33.- Tout actionnaire, détenteur d'action ayant

droit de vote, est de droit membre de l'Assemblée Générale. Il a autant de voix qu'il a d'actions libérées. L'actionnaire empêché peut désigner un mandataire.

LES POUVOIRS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

Article 34.- L'Assemblée Générale annuelle ordinaire élit les membres du Conseil d'Administration; elle nomme, révoque ou remplace les administrateurs ratifiés, ou rejette les nominations d'administrateurs, faites par le Conseil d'Administration.

Elle entend d'une part le rapport du Conseil d'Administration sur la situation de la société, sur le bilan et sur les comptes généraux de la société.

Elle discute, critique, redresse, approuve ou rejette les comptes.

Elle détermine les dividendes à répartir sur proposition du Conseil d'Administration.

Elle fixe les prélèvements à effectuer pour la constitution des fonds de réserve et de prévoyance, décide de l'emploi des fonds de réserves au-delà d'un certain taux d'accumulation et tous rapports à nouveau des bénéfices d'une année précédente.

Cette Assemblée peut en outre:

Faire apport de tous biens et droits de la société, souscrire toutes actions et obligations;

Statuer sur toute participation directe ou indirecte de la société dans toutes autres entreprises;

Fixer la valeur des jetons de présence ou l'allocation du Conseil d'Administration.

Nommer le vérificateur externe;

Statuer sur toutes autorisations et tous pouvoirs spéciaux à donner au Conseil d'Administration, délibérer et statuer souverainement sur tous les intérêts de la société.

Article 35.- Les délibérations de l'Assemblée Générale sont constatées par des procès-verbaux, signés du Président, en son absence, d'un des Vice Présidents et du Secrétaire. Les copies ou extraits sont valablement certifiés, par le Secrétaire.

Toutes les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

Les décisions prises par l'Assemblée Générale ordinaire des actionnaires les obligent tous indistinctement qu'ils soient absents, non représentés, dissidents, voire incapables sous réserve des dispositions relatives à l'incapacité.

Toutes les décisions arrêtées par l'Assemblée Générale ordinaire sont portées à la connaissance des actionnaires qui peuvent à tout moment consulter les procès-verbaux où elles sont consignées.

CHAPITRE VI ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Article 36.- L'Assemblée Générale extraordinaire des actionnaires pourra être convoquée à tout moment par le Conseil d'Administration. Les avis de convocation à ces réunions extraordinaires mentionnent obligatoirement l'ordre du jour de la réunion et sont adressés aux actionnaires dans le délai de huit jours.

L'Assemblée Générale Extraordinaire est régulièrement constituée lorsqu'elle réunit soixante pour cent (60%) des actions votantes. Elle peut seule sur l'initiative du Conseil d'Administration, apporter aux présents statuts les modifications ou amendements qui seraient reconnus nécessaires, statuer sur l'augmentation du capital ou la dissolution de la société.

Les décisions de l'Assemblée Générale extraordinaire seront prises à la majorité des deux tiers (2/3) du capital social présent ou représenté. L'autorité de quorum à la première réunion, elles seront prises à la majorité des actionnaires présents ou représentés à la prochaine convocation.

INVENTAIRE - BILAN - COMPTE DE PROFITS ET PERTES

Article 37.- L'année fiscale de la société commence le premier octobre pour finir le trente septembre de l'année suivante.

Exceptionnellement la première année fiscale sera constituée par le temps qui s'écoulera entre la date de constitution définitive de la société et le 30 septembre suivant.

Article 38.- Il est dressé chaque année à la clôture de l'exercice fiscal, un état sommaire résumant la situation active et passive de la société.

Entre la clôture de chaque année fiscale il est dressé:

a) un inventaire général et détaillé des biens mobiliers et immobiliers de la société dans lequel il sera tenu compte des amortissements;

b) un bilan annuel aussi détaillé que possible qui indiquera notamment l'actif, le passif, et l'avoir net de la société pour l'exercice écoulé;

c) un état de compte de profits et pertes de la société au cours de l'exercice écoulé;

L'inventaire, le bilan et le compte de profits et pertes, sont mis à la disposition des actionnaires le trentième jour au plus tard avant l'Assemblée Générale annuelle ordinaire des actionnaires.

Ils sont présentés à cette Assemblée par le Conseil d'Administration.

CHAPITRE VII CALCUL ET REPARTITION DES BENEFICES FONDS DE RESERVE - PAIEMENT DES INTERETS ET DES DIVIDENDES PRESCRIPTIONS

Article 39.- Les recettes sociales annuelles constatées par l'inventaire annuel après déduction faite des frais généraux et de toutes les charges et dépenses sociales y compris les amortissements et provision autres que celle du compte capital, constituent les bénéfices nets.

Parmi les charges sociales sont comprises les sommes que le Conseil d'Administration jugera utiles de prélever pour les amortissements du matériel, des meubles, des frais et dépenses de la constitution de la société et, du compte de premier établissement ainsi que les rémunérations fixes ou proportionnelles des organes d'administration et de contrôle.

Sur les bénéfices nets de l'exercice, diminué, au cas où, des pertes antérieures, il est prélevé 10% en vue de la constitution d'un fonds de réserve dit "réserve légale".

Les bénéfices nets ainsi évalués, après les prélèvements autorisés par les lois en vigueur, seront répartis entre les actionnaires suite à une décision de l'Assemblée Générale à la majorité relative.

Article 40.- Le paiement des intérêts et des dividendes, quels qu'ils soient au lieu et à la date fixés par le Conseil d'Administration.

Tous intérêts et dividendes régulièrement perçus ne pourront être l'objet ni de rapport, ni de restitution. Ceux qui n'ont pas été touchés dans les deux (2) années à partir de l'époque de leur exigibilité sont définitivement acquis au profit de la société et affectés au fonds de réserve.

Le Conseil d'Administration règle l'emploi des capitaux composant les fonds de réserves, de prévoyance et d'amortissement. Cette réserve est à la disposition entière du Conseil d'Administration pour tous les besoins sociaux.

CHAPITRE VIII DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 41.- La dissolution de la société, hormis les cas expressément et obligatoirement prévus, par les lois en vigueur, peut être seulement décidée par une Assemblée Générale Extraordinaire à la majorité au moins des deux tiers (2/3) de toutes les actions entièrement libérées (du capital social) et convoquée à cet effet par le Conseil d'Administration.

Monsieur Roger LÉVEVE, identifié au No: 003 022-237.4;

Maitre Karl COUBA, identifié au No: 003 060-532.8;

Monsieur William SAVARY, identifié par son passeport américain au No: 212288207.

Tous propriétaires, demeurant et domiciliés à Port-au-Prince, présents en l'Etude.

Lesquels comparants ont, par ces présentes, déclaré au Notaire soussigné que, les membres fondateurs de la Société Anonyme dénommée: **"SOCIÉTÉ HAÏTIENNE DE VALEURS MOBILIÈRES, S.A."** au capital social de cent mille gourdes (Gdes. 100.000.00) pour satisfaisant aux prescriptions des articles trois, quatre et cinq du Décret Loi du vingt-huit août mil neuf cent soixante et des autres lois subséquentes en la manière:

1a) Ont souscrit la totalité du capital social de la manière suivante:

Monsieur Oswald BRANDT II Junior: cent (100) actions de cent gourdes (Gdes. 100.00) chacune, soit la somme de: dix mille gourdes (Gdes. 10.000.00);

Monsieur Jean Marie VORBE: cent (100) actions de cent gourdes (Gdes. 100.00) chacune, soit la somme de: dix mille gourdes (Gdes. 10.000.00);

Monsieur Roger LÉVEVE: cent (100) actions de cent gourdes (Gdes. 100.00) chacune, soit la somme de: dix mille gourdes (Gdes. 10.000.00);

Maitre Karl COUBA: cent (100) actions de cent gourdes (Gdes. 100.00) chacune, soit la somme de: dix mille gourdes (Gdes. 10.000.00);

Monsieur William SAVARY: Six cents (600) actions de cent gourdes (Gdes. 100.00) chacune, soit la somme de: soixante mille gourdes (Gdes. 60.000.00).

Et, 2a) Ont versé le quart minimum du capital social, soit la somme de VINGT-CINQ MILLE GOURDES (Gdes. 25.000.00), appert certificat délivré par la Banque Nationale de Crédit (B.N.C) le vingt trois janvier deux mille sept, les bulletins de souscription ayant été dûment signés par les souscripteurs.

DONT ACTE:


Fait et passé à Port-au-Prince, en l'Etude et en minute ce jour vingt juin deux mille sept.

Et, après lecture, requis de signer, les comparants l'ont fait avec le notaire: trois fois rayés m.l.s.

Ainsi signé en pareil endroit de la minute (S): Jean Marie VORBE, Oswald BRANDT II JUNIOR, Roger LÉVEVE, Me, Karl B. COUBA, William SAVARY et Me, Jean Henry CRANT, Notaire, dépositaire de la minute au bas de laquelle est écrit:

Enregistré à Port-au-Prince, le vingt-sept juin deux mille sept, folio:..., case:..., du registre:..., No:..., des actes civils. Perte D. Fixe: Gdes. Proportionnel: Gdes. Visa timbre: Gdes.

Le Directeur Général de l'Enregistrement (S): Jegen Luvica SAINT-LOUIS.


Me, Jean-Henry CRANT
Notaire Public

BANQUE NATIONALE DE CREDIT

CERTIFICAT

Par la présente, la BANQUE NATIONALE DE CREDIT certifie avoir ouvert dans ses livres un compte courant dénommé: **"SOCIÉTÉ HAÏTIENNE DE VALEURS MOBILIÈRES, S.A."** au numéro 226000070 au montant de VINGT-CINQ MILLE GOURDES & 00/100 (Gdes. 25.000.00) valeur représentant le quart minimum du capital social de la société en formation.

En foi de quoi le présent certificat est délivré pour servir et valoir ce que de droit.


Port-au-Prince, le vingt trois janvier deux mille sept (23 janvier 2007).

(S) Misible
Banque Nationale de Crédit
Succursale Pétion-Ville 2

Ensuite est écrit:

Enregistré à Port au Prince, le vingt sept juin deux mille sept, folio:..., case:..., du registre:..., No:..., des actes civils. Perte D. Fixe: Gdes. Proportionnel: Gdes. Visa timbre: Gdes.

Le Directeur Général de l'Enregistrement (S): Jean
Luvien SAINT-LOUIS
Pour copie conforme
Collationnée


Me. Jean-Henry CEANT
Notaire Public

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Conformément aux dispositions des Articles 35 bis et
43 du Code de Commerce, à celles de la Loi du 28 août
1960 et à celles du Décret du 11 novembre 1968 sur les
Sociétés Anonymes, il est certifié par la présente que:

Monsieur Roger LLEVRE: a souscrit 100 actions
Maire Karl B. COUBA: a souscrit 100 actions
Monsieur Jean Marie VORBE: a souscrit 100 actions
Monsieur Oswald BRANDT II Jr: a souscrit 100 actions
Monsieur William SAVARY: a souscrit 600 actions

De la société "SOCIÉTÉ HAÏTIENNE DE
VALEURS MOBILIÈRES, S.A." faisant en tout mille
actions de cent gourdes (Gdes. 100.00) chacune pour une
valeur totale de Cent Mille Gourdes (Gdes. 100.000.00).

En foi de quoi, les soussignés ont apposé leurs signatures
aux présentes.


Fait à Port-au-Prince, Haïti, le 30 mai 2007.

Suivent les signatures de: Oswald BRANDT II
Junior, Roger L'EFFEVRÉ, Me. Karl B. COUBA et
William SAVARY.

Ensuite est écrit:

Enregistré à Port-au-Prince, le vingt-sept juin deux
mille sept, folio... case... du registre... No... des actes
civils, Percu D. fixe: Gdes. Proportionnel: Gdes. Visa
Timbre: Gdes.

Le Directeur Général de l'Enregistrement (S): Jean
Luvien SAINT-LOUIS
Pour copie conforme
Collationnée


Me. Jean-Henry CEANT
Notaire Public

Par devant Maître Jean-Henry CEANT, Notaire à Port-
au-Prince, identifié au No: 003-000-397-1, et par sa Carte
d'Identification Nationale: 01-01-99-1956-09-001945
patente au No: 414424 et imposé au No: 703092-A,
Soussigné

ONT COMPARU:

1) Monsieur Oswald BRANDT II Junior, identifié au
No: 003-022-798-2;

2) Monsieur Jean Marie VORBE, identifié au No: 003-
053-277-9;

3) Monsieur Roger L'EFFEVRÉ, identifié au No: 003-
022-337-4;

4) Maître Karl COUBA, identifié au No: 003-060-
532-8;

5) Monsieur William SAVARY, identifié par son
passeport américain au No: 212288207.

Tous propriétaires, demeurant et domiciliés à Port-au-
Prince, présents en l'Etude.

Lesquels comparants ont, par ces présentes, déclaré
au Notaire soussigné que, vouant former une Société
Anonyme, ils ont, après accomplissement des formalités
prescrites par la loi, adopté la constitution suivante,
approuvée par l'Assemblée des Actionnaires.

Article 1.- Il est formé entre les personnes qui seront
propriétaires des actions ci-après créées et de celles qui
pourront l'être ultérieurement en cas d'augmentation de
capital une Société Anonyme qui sera régie par les lois en
vigueur celles qui pourront être promulguées durant la vie
sociale et par ses statuts.

Article 2.- La Société prend la dénomination de "SO-
CIÉTÉ HAÏTIENNE DE VALEURS MOBILIÈRES,
S.A."

Article 3.- Le siège social et le principal établissement
de la société sont fixés à Port-au-Prince.

Article 4.- La société a pour objet principal de:

- Développer un marché financier moderne, structuré
et transparent en Haïti;
- Fournir au secteur commercial et industriel une
gamme variée de produits financiers capable de satisfaire
ses besoins;

- Créer et structurer un marché boursier;
- Implanter un réseau de points de vente d'instruments financiers (titres, actions ordinaires, actions privilégiées, obligations, bons commerciaux, bons du trésor du Gouvernement, bons des autorités monétaires et financières etc.) reliés au secteur de la consommation en même temps qu'aux secteurs commercial et industriel ainsi qu'au secteur public;
- Contribuer au développement de marché primaire et secondaire;
- Rendre possible et dynamiser les interactions de l'offre et de la demande de la richesse dans le respect le plus strict des règles modernes internationales, généralement acceptées de transparence et de prudence;
- Fournir tant au secteur privé qu'au secteur public les prestations appropriées de privatisation et de désatatisation;
- Fournir l'expertise de montage financier aux entreprises locales leur permettant de faire appel à l'épargne nationale et d'élargir leur actionariat toujours dans le respect des critères et des conditions internationalement acceptées;
- Encourager en Haïti le recours à l'actionariat et à la formation de sociétés par actions pour la création et le financement d'entreprises;
- Travailler en vue de développer tant avec les agents du secteur privé que du secteur public l'établissement d'une réglementation appropriée devant assurer la bonne marche d'un marché boursier en Haïti.

Elle pourra en outre entreprendre, créer, financer, exécuter toutes autres opérations commerciales, financières ou industrielles, mobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus et à tous autres similaires ou annexes.

Article 5.- La durée de la société est illimitée.

Article 6.- Le capital social est de cent mille gourdes (Gdes 100.000.00) divisé en mille (1000) actions de cent gourdes (Gdes 100.00) chacune.

Article 7.- La forme des actions est ainsi déterminée:

Les actions sont nominatives. Elles se présenteront sous forme de certificats d'actions qui seront tirés d'un registre à souches, revêtus d'un numéro d'ordre et signé par le Président-Directeur Général conjointement avec le Trésorier ou le Secrétaire ou leur délégué. Les signatures seront manuscrites.

Article 8.- Les actions sont indivisibles à l'égard de la société. En conséquence, tous les copropriétaires indivis à n'importe quel titre, savoir: héritiers et ayants cause d'un actionnaire décédé ou insolvables et nus-propriétaires sont tenus de se faire représenter auprès de la société par une seule et même personne.

Article 9.- Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre en quelques mains qu'il passe. La cession ou le transfert ne comprend pas les dividendes échus et non payés.

Article 10.- Les héritiers, ayants cause ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent en aucun cas requérir l'apposition des scellés sur les biens, documents ou valeurs quelconques de la société, en demander le partage ou la licitation, s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'Assemblée Générale des Actionnaires.

Article 11.- La société est administrée par un Conseil d'Administration composé de cinq (5) membres au moins et de neuf (9) membres au plus; chaque membre du Conseil d'Administration devra posséder au moins dix actions de la société pendant toute la durée de sa fonction.

Article 12.- Le Conseil d'Administration est composé de:

- Un (1) Président,
- Deux (2) Vice-Présidents, un Vice-Président Exécutif, un Vice-Président Affaires Légales,
- Un (1) Trésorier,
- Un (1) Secrétaire.

Article 13.- La présence de la majorité absolue des membres du Conseil d'Administration est requise pour la validité des délibérations.

Article 14.- Il est créé au sein du Conseil d'Administration un Bureau Exécutif.

Article 15.- L'Assemblée Générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires.

Article 16.- L'année fiscale de la société commence le premier octobre pour finir le trente septembre de l'année suivante.

Exceptionnellement la première année fiscale sera constituée par le temps qui s'écoulera entre la date de